

**Grégoire CHAMAYOU**  
***LA SOCIÉTÉ INGOUVERNABLE***  
**Une généalogie du libéralisme autoritaire**  
**La Fabrique Éditions, Paris, 2018**

Sans doute le livre le plus intéressant et instructif que j'ai lu en ce début d'année. Pas gai pour autant ! Plutôt déprimant même puisqu'il montre à quel point nous pensons dans un référentiel construit sur mesure pour nous conduire là où nous ne souhaitons pas aller, c'est-à-dire vers un régime politique fort, pour ne pas dire dictatorial, mais protecteur de la liberté d'entreprendre.

Référentiel construit par qui ? Par des penseurs libéraux soutenus par le lobby du tout-marché puisque là est la croyance à partir de laquelle tout s'organise : le marché libre résout tous les problèmes et sa main invisible (Adam-Smith) équilibrera en fin de comptes tout ça pour le bien du plus grand nombre (Bentham et le courant utilitariste). Affirmation trompeuse, vendue selon les époques par des arguments qui n'hésitent pas à s'inverser pour suivre l'air du temps : protection des risques pris par les investisseurs, mérite des entrepreneurs, récompense de ceux qui travaillent, loi de l'offre et de la demande, bienfaits de la concurrence que seuls les États faussent par leur désir de régulation et de redistribution. Les marchés (celui des entreprises et celui de la charité) peuvent à eux seuls organiser de la façon la plus juste la société, donnant à chacun selon ses mérites, sinon selon ses besoins.

Le travail de Grégoire CHAMAYOU, philosophe de 43 ans, me laisse rêveur devant l'étendue de sa culture, l'importance de ses sources documentaires (60 pages de bibliographie française et anglo-américaine) et l'habileté de sa mise en forme qui relie harmonieusement son propos et les citations exemplaires et bien choisies.

La thèse que veut démontrer cet ouvrage, c'est que nous allons, de par la volonté de certains capables d'influencer la volonté de tous, vers des régimes libéraux-autoritaires. Pour cela, une multitude de moyens divers comme la mise en faillite des États-providences, la division des oppositions aux régimes libéraux, la mise en concurrence des nations comme des individus, tout cela au nom de la Liberté (d'entreprendre, de commercer, de circuler, de se faire plaisir).

Ce que met bien en évidence cet ouvrage, c'est l'hypocrisie de tous ces discours flatteurs : la société par actions a permis d'emblée de limiter les pertes au prix de l'action elle-même au maximum, les dégâts occasionnés par l'entreprise restant à la charge du collectif. La financiarisation actuelle a encore accentué ce phénomène pervers grâce auquel les bénéfices sont privatisés et les pertes (financières, écologiques, environnementales, sociales, humaines...) sont socialisées, étatisées. C'est dire qu'un régime ultra-libéral a encore plus besoin de l'État pour assumer toutes les conséquences de ses actions qu'il ne veut pas assumer. Mais ce qu'il réclame, c'est que cet État garantisse la « liberté » des marchés, celle d'entreprendre, et qu'il réprime tout ce qui s'y opposerait.

Ce qui a permis à Friedrich HAYEK<sup>1</sup> de qualifier le régime de PINOCHET comme étant un régime de liberté, et celui d'ALLIENDE une « dictature » (cf. chapitre 24, p225-234) !

Le seul critère d'acceptation de quelque innovation que ce soit, pour ces tenants d'un libéralisme absolu, c'est la réponse positive à la question : cela crée-t-il un marché de plus ou pas ? Ainsi, un marché du carbone, de la dépollution, du recyclage des plastiques, ou de la biodiversité, c'est tout à fait acceptable. Ce qui ne le serait pas, ce serait de faire que les pollueurs, les empoisonneurs, les destructeurs de biodiversité, etc. soient les payeurs, ce serait d'empêcher la fabrication des plastiques, d'obliger les usines à ne pas déverser de produits toxiques dans la nature si cela diminue leur capacité concurrentielle, etc.

Tout ceci ne rend pas vraiment optimiste, mais c'est, me semble-t-il une lecture indispensable pour comprendre comment les (nos) bonnes intentions sont recyclées elles aussi dans la logique du marché... et une claire explication de ce qu'on appelle un peu vite la montée des populismes, qui n'est finalement que l'expression manipulée de l'aspiration des marchés à un autoritarisme d'État protecteur de ces « créateurs » de leur richesse au détriment de monsieur et madame toutlemonde. Manipulation car il s'agit en permanence de rappeler les contraintes d'un soi-disant budget national qui devrait être à l'équilibre alors que l'État se doit d'investir et donc d'emprunter, et qui considère que toute activité doit être considérée comme devant être rentable, ce qui a l'évidence ne peut pas s'appliquer à la santé ou à l'éducation. Même si bien sûr, ces activités ont un coût, donc inévitablement une dimension économique et comptable, elles ne peuvent à l'évidence pas être considérées comme des entreprises commerciales. Mais, sous prétexte d'équilibre des comptes, ce que chacun comprend à son échelle, on critique sans cesse la gestion étatique de ces domaines constructeurs du commun. Comme la Poste, les transports, l'électricité, l'eau, les autoroutes et bientôt les nationales, dont on commence à voir que la gestion privée ne tient peut-être pas les promesses qu'elle fait.

« Trop d'impôts et pas assez de services », c'est entre les deux mâchoires simplistes de cette tenaille libérale qu'avance dans l'opinion l'idée qu'un régime fort qui traquerait les assistés et protégerait les courageux entrepreneurs serait sans doute bienvenu.

Le dernier, trop court chapitre, silhouette une piste alternative possible, que la gauche a presque totalement délaissée, qu'elle n'a en tout cas pas tenter d'élaborer économiquement et politiquement, ni favorisée quand elle était au pouvoir, celle de l'autogestion, c'est-à-dire au fond une gestion par les intéressés eux-mêmes aussi bien de la production que de la consommation. Ceci suppose un État fort effectivement, non pas au service des marchés, mais au service des citoyens.

---

<sup>1</sup> Friedrich HAYEK (1947-1961), prix Nobel d'économie en 1974, théoricien de l'ultralibéralisme, conseiller de G.H. BUSH. Il a été le cofondateur de la Société du Mont Pèlerin, temple de la promotion du libéralisme, et de ce qui a été appelé l'École de Chicago.